

ACTION URGENTE

ZAMBIE. UN MILITANT ARRÊTÉ DÈS SON RETOUR

Fumba Chama, surnommé affectueusement Pilato, a été arrêté le 16 mai à son arrivée à l'aéroport Kenneth Kaunda, à Lusaka. Il avait été contraint de fuir le pays le 5 janvier, après avoir été menacé de mort par des membres du parti au pouvoir, le Front patriotique.

Fumba Chama, surnommé affectueusement Pilato, a été arrêté le 16 mai vers 15 h 45, à son arrivée à l'aéroport international Kenneth Kaunda. Il s'était réfugié en Afrique du Sud pour des raisons de sécurité mais avait décidé de retourner en Zambie afin d'assister à son procès. Militant et musicien, il a été arrêté des trois policiers en civil après avoir accompli les formalités d'entrée. Il n'a pas encore été inculpé.

Pilato a été contraint de fuir à cause d'une chanson sortie en décembre 2017 et intitulée Koswe Mumpoto (« rat dans la marmite »), que les membres du parti au pouvoir, le Front patriotique, considéraient comme un outrage au président Lungu et à ses ministres. Le 11 décembre 2017, le Front patriotique a ordonné aux stations de radio et aux chaînes de télévision de ne plus diffuser la chanson et à Pilato de ne plus l'interpréter. En outre, la police a interdit à ce dernier de se produire en direct. Pilato a commencé à recevoir sur son portable des menaces de mort émanant de sympathisants du Front patriotique, sous la forme d'appels anonymes, d'enregistrements vocaux sur Whatsapp et de vidéos. Craignant pour sa sécurité, il a dû quitter Lusaka.

En 2017, Pilato a été arrêté et inculpé aux côtés de cinq autres militants parce qu'ils avaient protesté contre la corruption sous-tendant l'achat de 42 camions de pompiers au prix exorbitant de 42 millions de dollars des États-Unis. Ces six personnes ont été inculpées de « désobéissance à des ordres légitimes » en vertu de la section 127 du Code pénal, un chef passible de deux ans d'emprisonnement. Ils ont été libérés sous caution dans l'attente de leur procès, qui s'est ouvert en janvier 2018. À ce moment-là, Pilato se trouvait déjà à l'étranger. Ce dernier ne s'étant pas présenté au tribunal, le magistrat lui a décerné un mandat d'amener. Le procureur a indiqué qu'Interpol serait sollicitée afin de ramener Pilato dans le pays pour qu'il compare. Pilato est retourné en Zambie pour assister à son procès. Amnesty International pense qu'il s'agit d'un prisonnier d'opinion, détenu pour avoir exercé de manière pacifique son droit à la liberté d'expression.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en anglais ou dans votre propre langue :

- appelez les autorités zambiennes à libérer Pilato immédiatement et sans condition, à garantir sa sécurité et son bien-être, et à veiller à ce qu'il soit protégé de toute violence imputable aux membres du parti au pouvoir ;
- exhortez-les à abandonner toutes les charges retenues contre Pilato et les cinq autres militants et à veiller à ce que les défenseurs des droits humains ne soient pas détenus illégalement, arrêtés ou menacés dans le cadre de leurs activités légitimes ;
- priez-les instamment de cesser d'utiliser abusivement le système judiciaire pour persécuter les défenseurs des droits humains et les opposants supposés au parti au Front patriotique.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 27 JUIN 2018 À :

Cheffe du ministère public
Ms. F.L Shawa-Siyunyi S.C
Ministry of Justice
Plot BLX 29B
Independence Avenue
Lusaka, Zambie
Courriel : ca@npa.gov.zm
Formule d'appel : *Dear DPP, /*
Madame,

Ministre de la Justice
Mr Given Lubinda
Ministry of Justice
P.O. Box 50106
Fairley Road, Ridgeway
Lusaka, Zambie
Formule d'appel : *Honourable, /*
Monsieur le Ministre,

Copies à :
Président de la République
Edgar C Lungu
Office of the President
Plot 1 Independence Avenue
10101 Lusaka, P.O.Box 50212
Zambie
Courriel : lunguedgar@gmail.com
Twitter : @EdcarCLungu

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Zambie dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax numberEmail addressSalutation .
Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

ZAMBIE. UN MILITANT ARRÊTÉ DÈS SON RETOUR

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Pilato est un musicien, militant et analyste politique zambien dont la musique est fortement empreinte de satire politique, dans un pays où la liberté d'expression est extrêmement restreinte. Cela lui a valu plusieurs arrestations.

Le contexte est de plus en plus hostile à l'égard de quiconque est considéré comme un opposant au régime zambien. Les manœuvres d'intimidation et le harcèlement visant les militants qui sont perçus comme des dissidents ou qui ont des opinions différentes de celle du gouvernement sont fréquents. Les pouvoirs publics n'amènent pas les membres du parti au pouvoir à rendre des comptes pour les manœuvres d'intimidation et le harcèlement qu'ils font subir à des défenseurs des droits humains et à d'autres représentants de la société civile. De hauts représentants de l'État assistent parfois aux procès de militants ou d'autres personnes arrêtées pour outrage au président. Leur présence a pour but d'intimider les magistrats de sorte qu'ils statuent en faveur du parti au pouvoir.

Craignant pour sa sécurité, Pilato a quitté Lusaka le 15 décembre 2017 et a été accueilli dans un village, après que des sympathisants du Front patriotique l'ont menacé de mort dans un message vidéo. Le 31 décembre 2017, il a tenté de se réfugier au Zimbabwe voisin mais les autorités zambiennes l'ont empêché de sortir du territoire. Il est finalement parvenu à se rendre en Afrique du Sud le 5 janvier, en passant par l'aéroport international de Livingstone.

Pilato avait été arrêté auparavant pour diffamation à l'égard du président à cause de la chanson *Alungu Anabwela*, sortie en 2015, qui était considérée comme visant Edgar Lungu. Il est actuellement inculpé de désobéissance à des ordres légitimes aux côtés de Mika Mwambazi (f), Sean Tembo (h), Lewis Mwape (h), Laura Miti (f) et Bonwell Mwewa (h), parce qu'ils ont manifesté devant le Parlement contre la corruption sous-tendant l'achat de fourgons d'incendie.

Nom : Fumba Chama, également appelé Pilato
Homme

AU 94/18, AFR 63/8403/2018, 16 mai 2018